

Als het aandeel hoger is dan 100, is de schuld hoger dan de waarde van het productiemiddel: er is een risico van kwetsbaarheid van het bedrijf omdat het volledig afhankelijk is van haar schuldeisers.

Dit aandeel kan ook worden berekend door de waarde van grondleningen uit te sluiten van de schulden op middellange en lange termijn en door grond uit te sluiten van de vaste activa.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning, de handhaving en de intrekking van de erkenning van de centra voor landbouwbedrijfsboekhouding

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42315]

**10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles de producteurs dans le secteur des fruits et légumes ainsi qu'aux programmes opérationnels**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission ;

Vu le Règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les Règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le Règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE) ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.40, D.195, D.196 et D.242, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'avis 72.816/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

- 1<sup>o</sup> Administration : l'Administration au sens de l'article D.3, 3<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Agriculture ;
- 2<sup>o</sup> membre : un producteur ou une entité juridique constituée par des producteurs, qui est membre d'une organisation de producteurs ou d'une association d'organisations de producteurs ;
- 3<sup>o</sup> organisation : l'organisation, l'association d'organisations et l'organisation interprofessionnelle de producteurs ;
- 4<sup>o</sup> Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du 17 décembre 2013 : le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n<sup>o</sup> 922/72, (CÉE) n<sup>o</sup> 234/79, (CE) n<sup>o</sup> 1037/2001 et (CE) n<sup>o</sup> 1234/2007 du Conseil ;
- 5<sup>o</sup> Règlement (UE) n<sup>o</sup> 2017/891 du 13 mars 2017: le Règlement délégué (UE) n<sup>o</sup> 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le Règlement d'exécution (UE) n<sup>o</sup> 543/2011 de la Commission ;
- 6<sup>o</sup> Règlement (UE) n<sup>o</sup> 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les Règlements (UE) n<sup>o</sup> 1305/2013 et (UE) n<sup>o</sup> 1307/2013 ;
- 7<sup>o</sup> Règlement (UE) n<sup>o</sup> 2022/126 du 7 décembre 2021 : le Règlement délégué (UE) n<sup>o</sup> 2022/126 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le Règlement (UE) n<sup>o</sup> 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE).

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux organisations actives dans le secteur des fruits et légumes au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 2, i), du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013.

#### CHAPITRE 2. — Reconnaissance

*Section 1<sup>re</sup>.* — Reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles de producteurs

**Art. 3.** Le Ministre reconnaît les organisations de producteurs qui :

- 1<sup>o</sup> en font la demande à l'initiative des producteurs dans les formes prévues à la section 2 ;
- 2<sup>o</sup> possèdent leurs exploitations et leur siège social sur le territoire de la Région wallonne ;
- 3<sup>o</sup> comptent la majorité de leurs producteurs ou de la valeur de la production commercialisée dans la zone d'activité pour laquelle elles sont reconnues ;
- 4<sup>o</sup> respectent les conditions fixées par la réglementation européenne et le présent arrêté.

Conformément à l'article 156, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du 17 décembre 2013, le Ministre peut reconnaître les associations d'organisations de producteurs qui en font la demande, à l'initiative des organisations de producteurs reconnues par le Ministre, et qui l'adressent à l'Administration. La demande est accompagnée des actes de reconnaissance des organisations membres.

Conformément à l'article 157, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du 17 décembre 2013, le Ministre peut reconnaître les organisations interprofessionnelles de producteurs qui en font la demande, à l'initiative des organisations ou des associations d'organisations de producteurs, et qui l'adressent à l'Administration. La demande est accompagnée des actes de reconnaissance des organisations ou des associations d'organisations de producteurs membres.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour être reconnue, l'organisation de producteurs est une entité juridique ou une partie clairement définie d'une entité juridique et respecte les conditions de l'article 154, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du 17 décembre 2013.

Conformément à l'article 154, § 1<sup>er</sup>, b), du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 du 17 décembre 2013, le Ministre peut déterminer :

- 1<sup>o</sup> le nombre minimal de membres ;
- 2<sup>o</sup> le volume minimal de la production commercialisable couvert par l'organisation de producteurs dans sa zone d'activité ;
- 3<sup>o</sup> la valeur minimale de la production commercialisable couverte par l'organisation de producteurs dans sa zone d'activité.

§ 2. Lorsqu'une organisation de producteurs ou une association d'organisation de producteurs est une partie clairement définie d'une entité juridique, l'entité juridique ne peut, à elle seule, approuver, modifier ou rejeter des décisions de l'assemblée générale de l'organisation de producteurs ou une association d'organisation de producteurs.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par une partie clairement définie d'une entité juridique, une filiale au sens de l'article 1 :15, 2<sup>o</sup>, du Code des sociétés et associations.

**Art. 5.** Le Ministre octroie, après les contrôles positifs de l'Administration, la reconnaissance dans les quatre mois du dépôt de la demande recevable.

L'arrêté de reconnaissance de l'organisation est publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre peut retirer entièrement ou partiellement la reconnaissance si un contrôle de l'Administration révèle que l'organisation ne remplit plus les conditions de reconnaissance visées à l'article 4.

**Art. 6.** Le Ministre peut compléter la procédure de reconnaissance visée à l'article 4.

**Art. 7.** Un membre de l'organisation peut renoncer à sa qualité par l'intermédiaire d'un préavis de six mois adressé à l'organisation de producteurs.

**Art. 8.** Lorsque des organisations fusionnent entre elles conformément à l'article 15 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017, l'organisation résultant de la fusion respecte les conditions du présent arrêté pour être reconnue en tant que nouvelle organisation.

#### Section 2. — Contenu de la demande de reconnaissance

**Art. 9.** La demande de reconnaissance est adressée à l'Administration et est accompagnée des pièces suivantes :

- 1° le formulaire prévu par l'Administration ;
- 2° les statuts de l'organisation de producteurs conformes à l'article 153 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 ;
- 3° la liste actualisée des membres de l'organisation de producteurs comprenant le nom, le prénom, le numéro de producteur et l'adresse de chacun ;
- 4° la production commercialisée moyenne :
  - a) de tous les producteurs affiliés à l'organisation de producteurs pendant les trois campagnes de commercialisation précédant la reconnaissance ; ou
  - b) de tous les producteurs du groupement de producteurs pendant les trois campagnes de commercialisation précédant la demande de reconnaissance.
- 5° le registre des parts ;
- 6° les déclarations individuelles des différents producteurs attestant qu'ils ne sont membres que d'une seule organisation de producteurs pour la catégorie de produit visée par celle-ci ;
- 7° la détermination de la zone d'activité tant matérielle que géographique.

L'organisation informe l'Administration de toute modification des éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

Les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que leurs modifications sont conservés par l'Administration aussi longtemps que l'organisation est reconnue.

#### Section 3. — Membres non-producteurs et organisations de producteurs transnationales

**Art. 10.** Conformément à l'article 16 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017, une personne physique ou morale qui n'est pas un producteur peut être acceptée comme membre de l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs à condition que le nombre des membres non-producteurs constitue moins de la moitié de l'ensemble de ses membres. Les membres producteurs détiennent la majorité des parts.

**Art. 11.** Une organisation de producteurs transnationale peut être reconnue en Région wallonne dans le respect des conditions prévues à l'article 14 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017.

### CHAPITRE 3. — Programme opérationnel

#### Section 1<sup>re</sup>. — Fonds opérationnels

**Art. 12.** Les fonds opérationnels sont financés conformément à l'article 51 du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 et à l'article 25 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017.

#### Section 2. — Programme opérationnel

**Art. 13.** Seules les organisations de producteurs ou associations d'organisations de producteurs reconnues au sens du présent arrêté peuvent introduire un programme opérationnel.

**Art. 14.** Les programmes opérationnels ont une durée telle que prévue à l'article 50, § 2, du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Lorsque l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs est le résultat d'une fusion conformément à l'article 8, la mise en œuvre des programmes opérationnels de la nouvelle organisation de producteurs ou de la nouvelle association d'organisations de producteurs et des organisations de producteurs ou d'associations d'organisations de producteurs d'origine peuvent se faire parallèlement jusqu'à leur terme par l'intermédiaire d'une demande de l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs et sous réserve de l'acceptation de l'Administration.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les programmes opérationnels poursuivent au minimum les objectifs visés à l'article 50, § 3, du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Conformément à l'article 50, § 4, du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, les programmes opérationnels décrivent les interventions sélectionnées pour chaque objectif poursuivi par l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs parmi lesquelles :

- 1° les investissements dans des actifs corporels et incorporels, dans la recherche et les méthodes de production expérimentales et innovantes, ainsi que d'autres actions telles que prévues à l'article 47, § 1<sup>er</sup>, a), du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;
- 2° les services de conseil et d'assistance technique, en particulier en ce qui concerne les techniques de lutte durable contre les organismes nuisibles et les maladies, l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci, les conditions d'emploi, les obligations des employeurs et la santé et la sécurité au travail ;

- 3° la formation, y compris l'accompagnement et l'échange de bonnes pratiques, en particulier en ce qui concerne les techniques de lutte durable contre les organismes nuisibles et les maladies, l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de celui-ci, ainsi que l'utilisation de plateformes de négociation organisées et de bourses de marchandises au comptant et à terme ;
- 4° la production biologique ou intégrée ;
- 5° les actions visant à accroître la durabilité et l'efficacité de transport et de stockage ;
- 6° la promotion, la communication et la commercialisation, y compris des actions et activités visant en particulier à mieux sensibiliser les consommateurs aux systèmes de qualité de l'Union européenne et à l'importance d'une alimentation saine, et à diversifier et consolider les marchés ;
- 7° la mise en œuvre de systèmes de qualité nationaux et de l'Union européenne ;
- 8° la mise en œuvre des systèmes de traçabilité et de certification, en particulier le contrôle de la qualité des produits vendus aux consommateurs finaux ;
- 9° les actions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ;
- 10° la création, l'approvisionnement et le réapprovisionnement des fonds de mutualisation par les organisations de producteurs et les associations d'organisations de producteurs reconnues au titre du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 ou au titre de l'article 67, du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, en situation de crise ;
- 11° la communication visant à sensibiliser et informer les consommateurs en situation de crise.

Le Ministre précise les actions qui sont admissibles pour chaque intervention prévue à l'alinéa 2.

Pour l'application de l'alinéa 2, 10° et 11°, le Ministre détermine ce que l'on entend par situation de crise.

§ 2. Lorsqu'une organisation de producteurs est membre d'une association d'organisations de producteurs, les programmes de l'organisation et de l'association peuvent contenir des interventions différentes. Le programme opérationnel de chaque organisation membre lui est propre et il ne peut pas y avoir de double financement.

Les interventions du programme de l'association de producteurs sont entièrement financées par les contributions des organisations de producteurs membres par le biais de leurs fonds opérationnels.

Les interventions et la contribution financière correspondante sont fixées dans les programmes opérationnels.

§ 3. Les interventions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> qui sont liées aux objectifs agroenvironnementaux et climatiques sont effectuées dans les locaux du bénéficiaire ou, le cas échéant, dans les locaux de ses membres producteurs ou de ses filiales.

L'Administration vérifie pour les interventions qui sont liées aux objectifs agroenvironnementaux et climatiques, qu'elles poursuivent, conformément à l'article 12 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021, au moins l'un des objectifs suivants :

- 1° réduire l'utilisation d'intrants de production, l'émission de polluants ou les déchets provenant du processus de fabrication ;
- 2° remplacer l'utilisation des sources d'énergie d'origine fossile par des sources d'énergie renouvelables ;
- 3° réduire les risques environnementaux liés à l'utilisation de certains intrants de production ou à la production de certains résidus, notamment les produits phytopharmaceutiques, les engrais, le fumier ou d'autres déjections animales ;
- 4° être liées à des investissements non productifs nécessaires pour atteindre les objectifs agroenvironnementaux et climatiques, notamment lorsque ces objectifs concernent la protection des habitats et de la biodiversité ;
- 5° réduire de manière effective et mesurable les émissions de gaz à effet de serre ou assurer la séquestration durable du carbone ;
- 6° accroître la résilience de la production face aux risques liés au changement climatique ;
- 7° parvenir à la conservation, à l'utilisation durable et au développement des ressources génétiques ;
- 8° avoir pour effet de protéger ou d'améliorer l'état de l'environnement.

**Art. 16.** Pour chaque programme opérationnel introduit, l'article 50, §§ 7 et 8, du Règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 s'applique.

### Section 3. — Contenu du programme opérationnel

**Art. 17.** Le programme opérationnel contient :

- 1° les interventions sélectionnées conformément à l'article 15 ;
- 2° la reconnaissance de l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs ;
- 3° le montant prévisionnel conformément à l'article 26 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017.

Le programme opérationnel prévoit en outre une clause de révision pour les opérations mises en œuvre dans le cadre des interventions liées aux objectifs agroenvironnementaux et climatiques.

**Art. 18.** Le programme opérationnel peut être modifié pour l'année en cours à la demande de l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs sous réserve de l'autorisation de l'Administration intervenant avant le 20 janvier de l'année suivante.

L'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas nécessaire lorsque les modifications prévues ne changent pas intrinsèquement le contenu, les objectifs ou la limite financière du programme opérationnel. Toutefois, l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs avertit l'Administration et fournit les pièces justificatives utiles.

### Section 4. — Aide et base de calcul

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'aide est prévue sur la base des coûts réels supportés, par le bénéficiaire, étayés par les documents probants et fournis par lui conformément à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

Le paiement de l'aide prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>, par l'Administration, intervient au plus tard le 15 octobre de l'année suivant celle de la mise en œuvre du programme opérationnel.

Les modalités de paiement de l'aide sont déterminées par le Ministre.

§ 2. Les coûts administratifs et de personnel sont admissibles lorsqu'ils respectent l'article 23 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021. Le bénéficiaire est tenu de fournir tous les documents nécessaires visés à l'article 23 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021. Le Ministre établit les coûts administratifs et de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération par le personnel permanent du bénéficiaire.

Pour les interventions prévues à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6° et 11°, les dépenses payées ne dépassent pas 50 % du coût total de l'intervention conformément à l'article 23 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

§ 3. L'intervention prévue à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, peut être financée en une seule tranche y compris en ce qui concerne le crédit-bail conformément à l'article 11, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021. Le bénéficiaire fournit les documents nécessaires dans un délai raisonnable et avant les contrôles prévus pour bénéficier de l'aide.

**Art. 20.** Les types de dépenses couvertes par le présent arrêté sont celles visées à l'article 22 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

**Art. 21.** Les produits couverts par les interventions prévues à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, sont ceux visés à l'article 24 du Règlement (UE) n° 2022/126. Il s'agit de produits pour lesquels l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs est reconnue au sens du présent arrêté.

**Art. 22.** La valeur de production commercialisée est calculée conformément à l'article 31 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021. Lorsqu'il s'agit d'organisations de producteurs ou d'associations d'organisations de producteurs reconnues dans les trois années précédant le dépôt du programme opérationnel, la valeur peut être calculée conformément à l'article 30 du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021.

La valeur des sous-produits peut être incluse par le bénéficiaire dans la valeur de production commercialisée.

Lorsque la valeur de production commercialisée est réduite d'au moins 35 % pour une année par rapport à la moyenne des trois périodes de référence précédentes, les dispositions prévues à l'article 32, § 3, du Règlement (UE) n° 2022/126 du 7 décembre 2021 s'appliquent.

**Art. 23.** La valeur de production commercialisable est calculée sur la même base que la valeur de production commercialisée. Si les données sont insuffisantes pour établir la valeur de production commercialisable, elle est déterminée conformément à l'article 8, § 2, du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017.

#### Section 5. — Période de référence et plafond

**Art. 24.** Conformément à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017, la période de référence commence le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant de trois années celle pour laquelle l'aide est demandée et se termine le 31 décembre de l'année précédant celle pour laquelle l'aide est demandée.

**Art. 25.** Le plafond est calculé chaque année sur la base de la valeur réelle de la production commercialisée prévue à l'article 22 au cours de la période de référence concernée de l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs.

**Art. 26.** Le programme opérationnel est présenté à l'Administration pour le 15 septembre au plus tard.

#### Section 6. — Décision

**Art. 27.** L'Administration notifie à l'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs pour le 15 décembre de l'année de la présentation des programmes opérationnels au plus tard, la décision relative à l'approbation de son programme opérationnel et de l'octroi de l'aide sauf en cas de raisons dument justifiées conformément à l'article 33, § 2, alinéa 3, du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017.

**Art. 28.** L'organisation de producteurs ou l'association d'organisations de producteurs fournit tous les documents que l'Administration lui demande.

### CHAPITRE 4. — Commercialisation en dehors de l'organisation et externalisation

**Art. 29.** Lorsque l'organisation l'autorise dans ses statuts, le membre peut commercialiser la production en dehors de l'organisation en respectant l'article 12 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017 sans dépasser un total de 25% en volume ou en valeur de la production commercialisée de chaque membre producteur.

**Art. 30.** L'externalisation est autorisée conformément à l'article 13 du Règlement (UE) n° 2017/891 du 13 mars 2017.

### CHAPITRE 5. — Extension de règles et contributions obligatoires

#### Section 1<sup>re</sup>. — Extension de règles

**Art. 31.** Conformément à l'article 164, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013, dans le cas où l'organisation reconnue est considérée comme représentative de la production, du commerce ou de la transformation du produit pour lequel elle est reconnue, le Ministre peut, à la demande de l'organisation, rendre obligatoires, pour une période limitée définie par le Ministre, certains accords, certaines décisions ou certaines pratiques concertées arrêtés dans le cadre de cette organisation pour d'autres opérateurs, individuels ou non, opérant sur le territoire de la Région wallonne qui ne sont pas membres de cette organisation.

L'organisation est considérée comme représentative lorsqu'elle remplit les conditions prévues à l'article 164, § 3, a), i), et b), du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013. Le Ministre est compétent pour établir d'autres critères de représentativité lorsqu'il s'agit d'organisations interprofessionnelles de producteurs conformément à l'article 164, § 3, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013.

Les règles que l'organisation souhaite étendre doivent avoir l'un des objets prévus à l'article 164, § 4, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013.

**Art. 32.** Le Ministre se prononce sur l'extension de règles dans les quatre mois de la réception de la demande par l'Administration.

Lorsqu'elle est favorable, la décision est publiée au *Moniteur belge* afin d'être portée à la connaissance des autres opérateurs conformément à l'article 164, § 5, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013. La décision contient les informations suivantes :

- 1° le secteur concerné ;

- 2° la portée de l'extension ;
- 3° la période d'applicabilité ;
- 4° la liste des règles déclarées contraignantes ;
- 5° les sanctions en cas de non-respect.

Le Ministre peut compléter la procédure de demande d'extension des règles à introduire par les organisations ainsi que les documents à joindre à cette demande.

*Section 2. — Contributions financières des non-membres*

**Art. 33.** Conformément à l'article 165, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013, le Ministre peut décider que les opérateurs non-membres de l'organisation sont redevables à celle-ci de tout ou une partie des contributions financières versées par les membres lorsque :

- 1° les règles de l'organisation ont été étendues au titre de la section 1ère ;
- 2° les activités couvertes par les règles étendues présentent un intérêt économique général pour les opérateurs économiques dont les activités sont liées aux produits concernés.

Le montant de la contribution financière ne peut pas dépasser le montant des frais réellement encourus par l'organisation pour s'acquitter de ses activités concernées par l'extension de règles.

Le Ministre se prononce sur la contribution financière dans un arrêt motivé publié au *Moniteur belge*.

*CHAPITRE 6. — Dispositions générales*

**Art. 34.** Les montants visés au présent arrêté s'entendent hors T.V.A. ou hors toute autre forme de taxe, à moins que celle-ci ne soit pas récupérable.

**Art. 35.** Les aides sont versées aux bénéficiaires dans la limite des crédits budgétaires disponibles. En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les demandes d'aides ne sont plus admises à partir de la date de sa décision.

**Art. 36.** Le demandeur qui désire bénéficier des aides s'engage à ne pas solliciter et à reconnaître qu'il n'a pas sollicité et ne sollicitera pas auprès de la Région wallonne d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque pour les actions qui bénéficient d'une aide prévue par le présent arrêté.

*CHAPITRE 7. — Services compétents*

**Art. 37.** Le Ministre désigne, sans préjudice de l'article D.34, alinéa 2, du Code wallon de l'Agriculture, les services compétents de l'Administration chargés de :

- 1° la réception et l'examen de la demande de reconnaissance ;
- 2° la réception des modifications de la composition et des statuts de l'organisation ;
- 3° la réception des communications des organisations ;
- 4° la communication et les contacts avec la Commission européenne ;
- 5° le contrôle ;
- 6° l'application des suspensions ou des retraits de reconnaissance et l'application des sanctions.

*CHAPITRE 8. — Dispositions finales*

**Art. 38.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes en application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 est abrogé.

**Art. 39.** Les organisations reconnues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui remplissent les conditions du présent arrêté sont réputées reconnues au sens des articles 154, § 2, et 158, § 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013.

**Art. 40.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 10 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/42315]

10. MÄRZ 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger im Obst- und Gemüse-sektor sowie über die operationellen Programme

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2017/891 der Kommission vom 13. März 2017 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Sektoren Obst und Gemüse sowie Verarbeitungserzeugnisse aus Obst und Gemüse und zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die in diesen Sektoren anzuwendenden Sanktionen und zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 543/2011 der Kommission;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.40, D.195, D.196 und D.242 Absätze 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 9. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 20. Februar 2023 in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 72.816/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL 1 — *Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;
- 2° angeschlossener Erzeuger: ein Erzeuger oder eine von Erzeugern gebildete juristische Person, der bzw. die Mitglied einer Erzeugerorganisation oder einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen ist;
- 3° Organisation: die Erzeugerorganisation, die Vereinigung von Erzeugerorganisationen und die Branchenverbände der Erzeuger;
- 4° Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;
- 5° Verordnung (EU) 2017/891 der Kommission vom 13. März 2017: die delegierte Verordnung (EU) 2017/891 der Kommission vom 13. März 2017 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Sektoren Obst und Gemüse sowie Verarbeitungserzeugnisse aus Obst und Gemüse und zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die in diesen Sektoren anzuwendenden Sanktionen und zur Änderung der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 543/2011 der Kommission;
- 6° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;
- 7° Verordnung (EU) 2022/126 vom 7. Dezember 2021: die delegierte Verordnung (EU) 2022/126 der Kommission vom 7. Dezember 2021 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates um zusätzliche Anforderungen für bestimmte, von den Mitgliedstaaten in ihren GAP-Strategieplänen für den Zeitraum 2023 bis 2027 gemäß der genannten Verordnung festgelegte Interventionskategorien sowie um Vorschriften über den Anteil für den Standard für den guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand (GLÖZ-Standard) Nr. 1.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf Organisationen, die in den Sektoren Obst- und Gemüse im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 *i* der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 tätig sind.

#### KAPITEL 2 — *Anerkennung*

##### *Abschnitt 1 — Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände der Erzeuger*

**Art. 3** - Der Minister erkennt die Erzeugerorganisationen an, die:

- 1° dies auf Initiative der Erzeuger in den in Abschnitt 2 vorgesehenen Formen beantragen;
- 2° ihre Betriebe und ihren Gesellschaftssitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region besitzen;
- 3° die Mehrheit ihrer Erzeuger oder des Wertes der vermarkteten Erzeugung in dem Tätigkeitsbereich haben, für den sie anerkannt sind;

4° die in den europäischen Rechtsvorschriften und dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen erfüllen.

Gemäß Artikel 156 Absatz 1 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 kann der Minister Vereinigungen von Erzeugerorganisationen anerkennen, die auf Initiative der vom Minister anerkannten Erzeugerorganisationen einen entsprechenden Antrag stellen, der an die Verwaltung gerichtet ist. Dem Antrag werden die Anerkennungsurkunden der angeschlossenen Organisationen beigefügt.

Gemäß Artikel 157 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 kann der Minister die Branchenverbände der Erzeuger anerkennen, die auf Initiative der Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen einen entsprechenden Antrag stellen, der an die Verwaltung gerichtet ist. Dem Antrag werden die Anerkennungsurkunden der angeschlossenen Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen beigefügt.

**Art. 4 - § 1.** Um anerkannt zu werden, ist die Erzeugerorganisation eine juristische Einheit oder ein klar definierter Teil einer juristischen Einheit und beachtet sie die Anforderungen von Artikel 154 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013.

Gemäß Artikel 154 Absatz 1 Buchstabe b der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 kann der Minister folgendes bestimmen:

- 1° die Mindestanzahl der Mitglieder;
- 2° das Mindestvolumen der marktfähigen Erzeugung, das von der Erzeugerorganisation in ihrem Tätigkeitsbereich abgedeckt wird;
- 3° der Mindestwert der marktfähigen Erzeugung, der von der Erzeugerorganisation in ihrem Tätigkeitsbereich abgedeckt wird.

§ 2. Ist eine Erzeugerorganisation oder eine Vereinigung von Erzeugerorganisationen ein klar definierter Teil einer juristischen Einheit, so kann die juristische Einheit nicht allein Beschlüsse der Generalversammlung der Erzeugerorganisation oder einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen genehmigen, ändern oder ablehnen.

Für die Anwendung von Absatz 1 ist unter einem klar definierten Teil einer juristischen Einheit eine Tochtergesellschaft im Sinne von Artikel 1 :15 Ziffer 2 des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen zu verstehen.

**Art. 5 -** Der Minister erteilt nach erfolgter positiver Kontrolle durch die Verwaltung innerhalb von vier Monaten nach Einreichung des zulässigen Antrags die Anerkennung.

Der Erlass zur Anerkennung der Organisation wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Minister kann die Anerkennung ganz oder teilweise entziehen, wenn sich bei einer Kontrolle durch die Verwaltung herausstellt, dass die Organisation die in Artikel 4 genannten Bedingungen für die Anerkennung nicht mehr erfüllt.

**Art. 6 -** Der Minister kann das in Artikel 4 erwähnte Anerkennungsverfahren ergänzen.

**Art. 7 -** Ein Mitglied der Organisation kann mit einer an die Erzeugerorganisation gerichteten sechsmonatigen Kündigungsfrist auf seine Eigenschaft verzichten.

**Art. 8 -** Beim Zusammenschluss von Erzeugerorganisationen gemäß Artikel 15 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 erfüllt die aus dem Zusammenschluss hervorgehende Organisation die Bedingungen des vorliegenden Erlasses, um als neue Organisation anerkannt zu werden.

#### *Abschnitt 2 — Inhalt des Anerkennungsantrags*

**Art. 9 -** Der Antrag auf Anerkennung ist an die Verwaltung zu richten und muss folgende Unterlagen enthalten:

- 1° das von der Verwaltung vorgesehene Formular;
- 2° die Satzung der Erzeugerorganisation gemäß Artikel 153 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013;
- 3° die aktualisierte Liste der Mitglieder der Erzeugerorganisation, die den Namen, den Vornamen, die Erzeugernummer und die Anschrift eines jeden Mitglieds enthält;
- 4° die durchschnittliche vermarktete Erzeugung:
  - a) aller der Erzeugerorganisation angeschlossenen Erzeuger in den drei Wirtschaftsjahren vor der Anerkennung; oder
  - b) aller der Vereinigung von Erzeugerorganisationen angeschlossenen Erzeuger in den drei Wirtschaftsjahren vor der Anerkennung.
- 5° das Register der Anteile;
- 6° die individuellen Erklärungen der einzelnen Erzeuger, die bescheinigen, dass sie nur Mitglied einer einzigen Erzeugerorganisation für die von dieser Organisation erfasste Produktkategorie sind;
- 7° die Bestimmung des sowohl materiellen als auch geographischen Tätigkeitsbereichs.

Die Organisation informiert die Verwaltung über jede Änderung der in Absatz 1 und in Artikel 4 § 1 genannten Elemente.

Die in Absatz 1 genannten Elemente sowie ihre Änderungen werden von der Verwaltung so lange aufbewahrt, wie die Organisation anerkannt ist.

#### *Abschnitt 3 — Mitglieder, die keine Erzeuger sind und länderübergreifende Erzeugerorganisationen*

**Art. 10 -** Gemäß Artikel 16 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 kann eine natürliche oder juristische Person, die kein Erzeuger ist, als Mitglied der Erzeugerorganisation oder der Vereinigung von Erzeugerorganisationen zugelassen werden, sofern die Zahl der Mitglieder, die keine Erzeuger sind, weniger als die Hälfte aller Mitglieder ausmacht. Mitglieder, die Erzeuger sind, halten die Mehrheit der Anteile.

**Art. 11 -** Eine länderübergreifende Erzeugerorganisation kann in der Wallonischen Region unter Einhaltung der Bedingungen von Artikel 14 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 anerkannt werden.



## KAPITEL 3 — Operationelles Programm

## Abschnitt 1 — Betriebsfonds

**Art. 12** - Die Betriebsfonds werden gemäß Artikel 51 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 und Artikel 25 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 finanziert.

## Abschnitt 2 — Operationelles Programm

**Art. 13** - Nur die im Sinne des vorliegenden Erlasses anerkannten Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen können ein operationelles Programm einreichen.

**Art. 14** - Operationelle Programme haben eine Laufzeit wie in Artikel 50 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 festgelegt.

Ist die Erzeugerorganisation oder die Vereinigung von Erzeugerorganisationen das Ergebnis eines Zusammenschlusses gemäß Artikel 8, so kann die Durchführung der operationellen Programme der neuen Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen und der ursprünglichen Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen bis zu ihrem Abschluss auf Antrag der Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen und vorbehaltlich der Genehmigung durch die Verwaltung parallel zueinander erfolgen.

**Art. 15** - § 1. Die operationellen Programme verfolgen mindestens die in Artikel 50 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 genannten Ziele.

Gemäß Artikel 50 Absatz 4 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 beschreiben die operationellen Programme die Interventionen, die für jedes von der Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen verfolgte Ziel ausgewählt wurden, darunter:

- 1° Investitionen in materielle und immaterielle Vermögenswerte, Forschung, experimentelle und innovative Erzeugungsmethoden und andere Maßnahmen, wie in Artikel 47 Absatz 1 Buchstabe a der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 vorgesehen;
- 2° Beratungsdienste und technische Hilfe, insbesondere in Bezug auf nachhaltige Verfahren der Schädlings- und Seuchenbekämpfung, den nachhaltigen Einsatz von Pflanzenschutz- und Tierarzneimitteln, die Anpassung an den Klimawandel und dessen Eindämmung, Beschäftigungsbedingungen und Arbeitgeberverpflichtungen sowie Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz;
- 3° Schulungen, einschließlich Betreuung und Austausch bewährter Verfahren, insbesondere in Bezug auf nachhaltige Verfahren der Schädlings- und Seuchenbekämpfung, den nachhaltigen Einsatz von Pflanzenschutz- und Tierarzneimitteln, Anpassung an den Klimawandel und dessen Eindämmung sowie die Nutzung organisierter Handelsplattformen und Handelsbörsen auf den Spot- und Terminmärkten;
- 4° ökologische/biologische oder integrierte Erzeugung;
- 5° Maßnahmen zur Steigerung der Nachhaltigkeit und Effizienz des Transports und der Lagerung von Erzeugnissen;
- 6° Absatzförderung, Kommunikation und Vermarktung, einschließlich Maßnahmen und Tätigkeiten zur Sensibilisierung der Verbraucher für die Qualitätsregelungen der Europäischen Union und die Bedeutung einer gesunden Ernährung sowie zur Diversifizierung und Konsolidierung der Märkte;
- 7° Umsetzung von Qualitätsregelungen auf Ebene der Europäischen Union und nationaler Ebene;
- 8° Umsetzung von Rückverfolgbarkeits- und Zertifizierungssystemen, insbesondere Überwachung der Qualität der Endverbrauchern verkauften Erzeugnisse;
- 9° Maßnahmen zum Klimaschutz und zur Anpassung an den Klimawandel;
- 10° Einrichtung, Auffüllung und Wiederauffüllung von Fonds auf Gegenseitigkeit durch Erzeugerorganisationen und Vereinigungen von Erzeugerorganisationen, die nach der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 oder nach Artikel 67 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 anerkannt sind, in Krisensituationen;
- 11° Kommunikationsmaßnahmen zur Sensibilisierung und Information der Verbraucher in Krisensituationen.

Der Minister legt fest, welche Maßnahmen für jede in Absatz 2 vorgesehene Intervention zulässig sind.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffern 10 und 11 legt der Minister fest, was unter einer Krisensituation zu verstehen ist.

§ 2. Wenn eine Erzeugerorganisation Mitglied einer Vereinigung von Erzeugerorganisationen ist, können die Programme der Organisation und der Vereinigung unterschiedliche Interventionen enthalten. Das operationelle Programm jeder angeschlossenen Organisation ist ihr eigen und es darf keine Doppelfinanzierung geben.

Die Interventionen im Programm der Vereinigung von Erzeugerorganisationen werden vollständig durch die Beiträge der angeschlossenen Erzeugerorganisationen über ihre Betriebsfonds finanziert.

Die Interventionen und die entsprechende finanzielle Beteiligung sind in den operationellen Programmen festgelegt.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Interventionen, die sich auf die Agrarumwelt- und Klimaziele beziehen, werden in den Räumlichkeiten des Begünstigten oder gegebenenfalls in den Räumlichkeiten seiner angeschlossenen Erzeuger oder seiner Tochtergesellschaften durchgeführt.

Die Verwaltung prüft bei Interventionen, die mit den Agrarumwelt- und Klimazielen in Zusammenhang stehen, ob sie gemäß Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 mindestens eines der folgenden Ziele verfolgen:

- 1° Verringerung des derzeitigen Einsatzes von Produktionsmitteln, der Freisetzung von Schadstoffen oder der Abfälle aus dem Produktionsprozess;
- 2° Ersetzung von Energie aus fossilen Brennstoffen durch erneuerbare Energiequellen;
- 3° Verringerung der Umweltrisiken im Zusammenhang mit der Verwendung bestimmter Produktionsmittel oder der Erzeugung bestimmter Rückstände, einschließlich Pflanzenschutzmitteln, Düngemitteln, Gülle oder anderen tierischen Rückständen;

- 4° Verknüpfung mit nichtproduktiven Investitionen, die zur Erreichung der Agrarumwelt- und Klimaziele erforderlich sind, insbesondere wenn diese Ziele den Schutz von Lebensräumen und der biologischen Vielfalt betreffen;
- 5° wirksame und messbare Verringerung der Treibhausgasemissionen oder eine dauerhafte Kohlenstoffbindung;
- 6° Verbesserung der Widerstandsfähigkeit der Erzeugung gegenüber Klimarisiken wie Bodenerosion;
- 7° Erhaltung, nachhaltige Nutzung und Entwicklung der genetischen Ressourcen;
- 8° Umweltschutz oder Verbesserung des Umweltzustands.

**Art. 16** - Für jedes eingeführte operationelle Programm gilt Artikel 50 Absätze 7 und 8 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021.

#### *Abschnitt 3 — Inhalt des operationellen Programms*

**Art. 17** - Das operationelle Programm enthält:

- 1° die gemäß Artikel 15 ausgewählten Interventionen;
- 2° die Anerkennung der Erzeugerorganisation oder der Vereinigung von Erzeugerorganisationen;
- 3° den voraussichtlichen Betrag gemäß Artikel 26 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017.

Das operationelle Programm sieht außerdem eine Revisionsklausel für Vorhaben vor, die im Rahmen von Interventionen im Zusammenhang mit den Agrarumwelt- und Klimazielen durchgeführt werden.

**Art. 18** - Das operationelle Programm kann auf Antrag der Erzeugerorganisation oder der Vereinigung von Erzeugerorganisationen für das laufende Jahr geändert werden, sofern die Verwaltung vor dem 20. Januar des folgenden Jahres eine diesbezügliche Genehmigung erteilt.

Die Genehmigung nach Absatz 1 ist nicht erforderlich, wenn die geplanten Änderungen den Inhalt, die Ziele oder die finanzielle Obergrenze des operationellen Programms an sich nicht verändern. Die Erzeugerorganisation oder die Vereinigung von Erzeugerorganisationen benachrichtigt jedoch die Verwaltung und legt die entsprechenden Belege vor.

#### *Abschnitt 4 — Beihilfe und Berechnungsgrundlage*

**Art. 19** - § 1. Die Beihilfe wird auf der Grundlage der dem Begünstigten tatsächlich entstandenen Kosten vorgesehen, die durch beweiskräftige Unterlagen begründet und von ihm gemäß Artikel 21 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 vorgelegt werden.

Die Zahlung der in Absatz 1 vorgesehenen Beihilfe durch die Verwaltung erfolgt spätestens am 15. Oktober des Jahres, das auf das Jahr der Durchführung des operationellen Programms folgt.

Die Modalitäten der Auszahlung der Beihilfe werden vom Minister festgelegt.

§ 2. Verwaltungs- und Personalkosten sind beihilfefähig, wenn sie die Anforderungen von Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 erfüllen. Der Begünstigte ist verpflichtet, alle erforderlichen Unterlagen gemäß Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 vorzulegen. Der Minister legt die Verwaltungs- und Personalkosten fest, die mit der Durchführung eines Vorhabens durch das ständige Personal des Begünstigten verbunden sind.

Für die in Artikel 15 § 1 Absatz 2 Ziffern 6 und 11 vorgesehenen Interventionen übersteigen die getätigten Ausgaben gemäß Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 nicht 50 % der Gesamtkosten der Intervention.

§ 3. Die in Artikel 15 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 vorgesehene Intervention kann in einer einzigen Tranche finanziert werden, auch im Hinblick auf Leasingverträge gemäß Artikel 11 Absatz 2 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021. Der Begünstigte legt die erforderlichen Unterlagen innerhalb einer angemessenen Frist und vor den für die Inanspruchnahme der Beihilfe vorgesehenen Kontrollen vor.

**Art. 20** - Die von dem vorliegenden Erlass abgedeckten Arten von Ausgaben sind die in Artikel 22 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 genannten Ausgabenarten.

**Art. 21** - Die von den Interventionen gemäß Artikel 15 § 1 Absatz 2 abgedeckten Erzeugnisse sind die in Artikel 24 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 genannten Erzeugnisse. Es handelt sich um Erzeugnisse, für die die Erzeugerorganisation oder die Vereinigung von Erzeugerorganisationen im Sinne des vorliegenden Erlasses anerkannt ist.

**Art. 22** - Der Wert der vermarkteten Erzeugung wird gemäß Artikel 31 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 berechnet. Handelt es sich um Erzeugerorganisationen oder Vereinigungen von Erzeugerorganisationen, die in den drei Jahren vor der Einreichung des operationellen Programms anerkannt wurden, kann der Wert gemäß Artikel 30 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021 berechnet werden.

Der Wert der Nebenerzeugnisse kann vom Begünstigten im Wert der vermarkteten Erzeugung berücksichtigt werden.

Ist der Wert der vermarkteten Erzeugung in einem Jahr um mindestens 35 % gegenüber dem Durchschnitt der drei vorangegangenen Referenzzeiträume zurückgegangen, so gelten die Bestimmungen von Artikel 32 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2022/126 vom 7. Dezember 2021.

**Art. 23** - Der Wert der marktfähigen Erzeugung wird auf derselben Grundlage wie der Wert der vermarkteten Erzeugung berechnet. Reichen die Daten nicht aus, um den Wert der vermarkteten Erzeugung zu ermitteln, wird er gemäß Artikel 8 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 bestimmt.

#### *Abschnitt 5 — Referenzzeitraum und Obergrenze*

**Art. 24** - Gemäß Artikel 23 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 beginnt der Referenzzeitraum am 1. Januar des dritten Jahres vor dem Jahr, für das die Beihilfe beantragt wird, und endet am 31. Dezember des Jahres vor dem Jahr, für das die Beihilfe beantragt wird.

**Art. 25** - Die Obergrenze wird jährlich auf der Grundlage des Realwerts der Erzeugung gemäß Artikel 22 berechnet, die im Referenzzeitraum von der Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen vermarktet wird.

**Art. 26** - Das operationelle Programm wird der Verwaltung bis zum 15. September vorgelegt.

#### *Abschnitt 6 — Entscheidung*

**Art. 27** - Die Verwaltung teilt der Erzeugerorganisation oder der Vereinigung von Erzeugerorganisationen bis spätestens 15. Dezember des Jahres, in dem die operationellen Programme vorgelegt werden, die Entscheidung über die Genehmigung ihres operationellen Programms und die Gewährung der Beihilfe mit, außer in Fällen, die hinreichend begründet sind gemäß Artikel 33 Absatz 2 Unterabsatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017.

**Art. 28** - Die Erzeugerorganisation oder Vereinigung von Erzeugerorganisationen legt alle Unterlagen vor, die die Verwaltung von ihr verlangt.

#### *KAPITEL 4 — Vermarktung von Erzeugnissen außerhalb der Erzeugerorganisation und Auslagerung*

**Art. 29** - Wenn die Erzeugerorganisation dies in ihrer Satzung zulässt, kann der angeschlossene Erzeuger die Erzeugung unter Einhaltung von Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 außerhalb der Erzeugerorganisation vermarkten, ohne insgesamt 25% der Erzeugungsmenge oder des Erzeugungswerts jedes angeschlossenen Erzeugers zu überschreiten.

**Art. 30** - Die Auslagerung ist gemäß Artikel 13 der Verordnung (EU) Nr. 2017/891 vom 13. März 2017 zulässig.

#### *KAPITEL 5 — Ausdehnung der Vorschriften und obligatorische Beiträge*

##### *Abschnitt 1 — Ausdehnung der Vorschriften*

**Art. 31** - Gemäß Artikel 164 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 kann der Minister, falls die anerkannte Erzeugerorganisation als repräsentativ für die Erzeugung, Vermarktung oder Verarbeitung eines bestimmten Erzeugnisses angesehen wird, für das sie anerkannt ist, auf Antrag dieser Organisation bestimmte Vereinbarungen, Beschlüsse oder aufeinander abgestimmte Verhaltensweisen der Organisation für der Organisation oder Vereinigung nicht angehörende Einzelunternehmen oder Gruppierungen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region tätig sind, befristet verbindlich vorschreiben.

Die Organisation gilt als repräsentativ, wenn sie die in Artikel 164 Absatz 3 Buchstabe a Ziffer i und Buchstabe b der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 festgelegten Bedingungen erfüllt. Der Minister ist befugt, weitere Kriterien für die Repräsentativität festzulegen, wenn es sich um Branchenverbände der Erzeuger gemäß Artikel 164 Absatz 3 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 handelt.

Die Vorschriften, deren Ausdehnung die Erzeugerorganisation anstrebt, müssen sich auf eines der in Artikel 164 Absatz 4 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 genannte Ziele beziehen.

**Art. 32** - Der Minister befindet sich innerhalb von vier Monaten nach Eingang des Antrags bei der Verwaltung über die Ausdehnung der Vorschriften.

Wenn sie positiv ausfällt, wird die Entscheidung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, um sie den anderen Marktteilnehmern gemäß Artikel 164 Absatz 5 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 zur Kenntnis zu bringen. Die Entscheidung enthält die folgenden Informationen:

- 1° den betroffenen Sektor;
- 2° die Tragweite der Ausdehnung;
- 3° den Anwendungszeitraum;
- 4° die Liste der für verbindlich erklärten Vorschriften;
- 5° die bei Missachtung vorgesehenen Sanktionen.

Der Minister kann das Verfahren für den von den Organisationen einzureichenden Antrag für die Ausdehnung der Vorschriften sowie die Liste der Schriftstücke, die diesem Antrag beizufügen sind, ergänzen.

##### *Abschnitt 2 — Finanzbeiträge nicht angeschlossener Erzeuger*

**Art. 33** - Gemäß Artikel 165 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 kann der Minister Marktteilnehmer, die der Organisation nicht angeschlossen sind, zur Entrichtung eines Betrags in voller oder anteiliger Höhe der Mitgliedsbeiträge an die Organisation verpflichten, wenn:

- 1° die Vorschriften der Organisation unter Abschnitt 1 ausgedehnt wurden;
- 2° die unter die in ausgedehnten Vorschriften fallenden Tätigkeiten von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse für die Marktteilnehmer, deren Tätigkeit sich auf die betreffenden Erzeugnisse bezieht, sind.

Die Höhe des Finanzbeitrags darf die Höhe der Kosten nicht überschreiten, die der Organisation bei der Durchführung ihrer von den ausgedehnten Vorschriften betroffenen Tätigkeiten tatsächlich entstanden sind.

Der Minister entscheidet über den Finanzbeitrag in einem begründeten Erlass, der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

#### *KAPITEL 6 — Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 34** - Die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Beträge verstehen sich ohne MwSt. oder jegliche andere Art von Steuer, es sei denn, diese sind nicht rückzahlbar.

**Art. 35** - Die Beihilfe wird den Begünstigten im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel ausgezahlt. Sind die Mittel nicht ausreichend, so kann der Minister beschließen, dass die Beihilfeanträge ab dem Datum seines Beschlusses nicht mehr zugelassen werden.

**Art. 36** - Der Antragsteller, der die Beihilfe in Anspruch nehmen möchte, verpflichtet sich, keine anderen Beihilfen bei der Wallonischen Region zu beantragen und anzuerkennen, dass er bei der Wallonischen Region keine anderen Beihilfen in Form von Zinssubventionen, Zuschüssen oder Prämien jeglicher Art für die Maßnahmen, für die eine in diesem Erlass vorgesehene Beihilfe gewährt wird, beantragt hat und auch nicht beantragen wird.

KAPITEL 7 — *Zuständige Dienststellen*

**Art. 37** - Der Minister bestimmt, unbeschadet des Artikels D.34, Absatz 2, des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, die zuständigen Dienststellen der Verwaltung, die mit Folgendem beauftragt sind:

- 1° die Entgegennahme und Prüfung der Anträge auf Anerkennung;
- 2° die Entgegennahme von Änderungen der Zusammensetzung und der Satzung der Organisation;
- 3° die Entgegennahme der Mitteilungen der Organisationen;
- 4° die Kommunikation und die Kontakte mit der Europäischen Kommission;
- 5° die Kontrolle;
- 6° die Anwendung der Aussetzung oder des Entzugs von Anerkennungen und Festlegung von Sanktionen.

KAPITEL 8 — *Schlussbestimmungen*

**Art. 38** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die gemeinsame Marktorganisation für Obst und Gemüse in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 2200/96 des Rates vom 28. Oktober 1996 wird aufgehoben.

**Art. 39** - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anerkannten Organisationen, die die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllen, gelten als anerkannt im Sinne der Artikel 154 Absatz 2 und 158 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013.

**Art. 40** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42315]

**10 MAART 2023. — Besluit van de Waalse regering betreffende de erkenning van producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties in de sector groenten en fruit en betreffende operationele programma's**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op de Gedelegeerde Verordening (EU) 2017/891 van de Commissie van 13 maart 2017 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de sectoren groenten en fruit en verwerkte groenten en fruit en tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de in deze sectoren toe te passen sancties en tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 543/2011 van de Commissie

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC);

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4°, D.40, D.195, D.196 et D.242, leden 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996;

Gelet op het rapport van 18 november 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022 ;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 15 december 2022 ;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 februari 2023 ;

Gelet op advies 72.816/4 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

- 1° Administratie: de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;
- 2° lid : een producent of een door producenten gevormde rechtspersoon die lid is van een producentenorganisatie of een unie van producentenorganisaties;
- 3° organisatie: de organisatie, de unie van organisaties en de brancheorganisatie van producenten;
- 4° Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013: Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;
- 5° Gedelegeerde Verordening (EU) 2017/891 van de Commissie van 13 maart 2017: de gedelegeerde Verordening (EU) 2017/891 van de Commissie van 13 maart 2017 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de sectoren groenten en fruit en verwerkte groenten en fruit en tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de in deze sectoren toe te passen sancties en tot wijziging van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 543/2011 van de Commissie;
- 6° Verordening (EU) 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;
- 7° Verordening (EU) nr. 2022/2016 van 7 december 2021: Gedelegeerde Verordening (EU) 2022/126 van de Commissie van 7 december 2021 tot aanvulling van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad met aanvullende eisen voor bepaalde interventietypes die de lidstaten in het kader van die verordening in hun strategisch GLB-plan voor de periode 2023-2027 uitwerken, alsmede regels voor het aandeel in het kader van norm 1 inzake een goede landbouw- en milieuconditie (GLMC).

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op organisaties die actief zijn in de sector groenten en fruit in de zin van artikel 1, § 2, onder *i*, van Verordening (EU) nr. 1308/2013.

#### HOOFDSTUK 2. — *Erkenning*

*Afdeling 1.* — Erkenning van de producentenorganisaties, unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties

**Art. 3.** De minister erkent producentenorganisaties :

- 1° die een erkenning aanvragen op initiatief van de producenten op de wijze bepaald in afdeling 2 ;
- 2° waarvan het bedrijf en de maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is;
- 3° waarvan de meerderheid van de producenten of de waarde van de afgezette productie zich bevindt in het activiteitsgebied waarvoor zij erkend zijn;
- 4° die voldoen aan de door de Europese verordeningen en dit besluit gestelde voorwaarden.

Overeenkomstig artikel 156, § 1, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 kan de Minister unies van producentenorganisaties erkennen die op initiatief van de door de Minister erkende producentenorganisaties een dergelijke erkenning aanvragen en deze aan de Administratie toezenden. De aanvraag gaat vergezeld van de akten van erkenning van de aangesloten organisaties.

Overeenkomstig artikel 157, lid 1, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 kan de minister brancheorganisaties erkennen die op initiatief van producentenorganisaties of unies van producentenorganisaties een aanvraag tot erkenning indienen bij de Administratie.. De aanvraag gaat vergezeld van de akten van erkenning van de aangesloten organisaties of unies van producentenorganisaties.

**Art. 4.** § 1. Teneinde erkend te worden, is de producentenorganisatie een rechtspersoon of een deel van een rechtspersoon die voldoet aan de voorwaarden van artikel 154, § 1, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013.

Overeenkomstig artikel 154, § 1, onder *b*, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 kan de Minister het volgende bepalen:

- 1° het minimum aantal leden ;
- 2° het minimumvolume van afzetbare producten waarover de producentenorganisatie beschikt in haar activiteitsgebied;
- 3° de minimumwaarde van afzetbare producten waarover de producentenorganisatie beschikt in haar activiteitsgebied;

§ 2. Wanneer een producentenorganisatie of een unie van producentenorganisaties een duidelijk omschreven onderdeel is van een rechtspersoon, mag de rechtspersoon alleen geen beslissingen van de algemene vergadering van de producentenorganisatie of de unie van producentenorganisaties goedkeuren, wijzigen of afwijzen.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder een duidelijk omschreven onderdeel van een rechtspersoon verstaan een dochtervennootschap in de zin van artikel 1:15, 2°, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

**Art. 5.** De Minister verleent de erkenning binnen vier maanden na de indiening van de ontvankelijke aanvraag, na een positieve controle door de Administratie.

Het besluit tot erkenning van de organisatie wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De Minister kan de erkenning geheel of gedeeltelijk intrekken indien uit een controle door de Administratie blijkt dat de organisatie niet langer voldoet aan de voorwaarden voor erkenning, bedoeld in artikel 4.

**Art. 6.** De Minister kan de in artikel 4 bedoelde erkenningsprocedure aanvullen.

**Art. 7.** Een lid van de organisatie kan zijn lidmaatschap opzeggen door de producentenorganisatie daarvan zes maanden van tevoren in kennis te stellen.

**Art. 8.** Wanneer organisaties met elkaar fuseren overeenkomstig artikel 15 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017, voldoet de uit de fusie ontstane organisatie aan de voorwaarden van dit besluit om als nieuwe organisatie te worden erkend.

#### *Afdeling 2. — Inhoud van de erkenningsaanvraag*

**Art. 9.** Het verzoek om erkenning wordt gericht aan de Administratie en gaat vergezeld van de volgende documenten:

- 1° het door de Administratie verstrekte formulier;
- 2° de statuten van de producentenorganisatie overeenkomstig artikel 153 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013;
- 3° een bijgewerkte lijst van de leden van de producentenorganisatie met vermelding van naam, voornaam, producentennummer en adres van elk lid;
- 4° de gemiddelde afgezette productie :
  - a) van alle producenten die gedurende de drie aan de erkenning voorafgaande verkoopseizoenen bij de producentenorganisatie waren aangesloten, of
  - b) van alle producenten van de producentengroepering gedurende de drie verkoopseizoenen die aan de erkenningsaanvraag voorafgaan.
- 5° het aandelenregister ;
- 6° individuele verklaringen van de verschillende producenten dat zij lid zijn van slechts één producentenorganisatie voor de productcategorie waarop de organisatie betrekking heeft;
- 7° de bepaling van het werkterrein, zowel materieel als geografisch.

De organisatie brengt de Administratie op de hoogte van elke wijziging van de elementen bedoeld in paragraaf 1 en in artikel 4, § 1.

De in lid 1 bedoelde gegevens en de wijzigingen daarvan worden door de Administratie bewaard zolang de organisatie is erkend.

#### *Afdeling 3. — Niet-producerende leden en transnationale producentenorganisaties*

**Art. 10.** Overeenkomstig artikel 16 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017 kan een natuurlijke rechtspersoon die geen producent is, als lid van de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties worden aanvaard, mits het aantal niet-producenten-leden minder dan de helft van het totale aantal leden bedraagt. De producerende leden hebben de meerderheid van de aandelen.

**Art. 11.** Een transnationale producentenorganisatie kan in het Waalse Gewest worden erkend overeenkomstig de voorwaarden van artikel 14 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017.

#### *HOOFDSTUK 3. — Operationeel programma*

##### *Afdeling 1. — Actiefondsen*

**Art. 12.** De actiefondsen worden gefinancierd overeenkomstig artikel 51 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 en artikel 25 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017.

##### *Afdeling 2. — Operationeel programma*

**Art. 13.** Alleen erkende producentenorganisaties of unies van producentenorganisaties in de zin van dit besluit mogen een operationeel programma indienen.

**Art. 14.** De operationele programma's hebben een looptijd als bepaald in artikel 50, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Wanneer de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties het resultaat is van een fusie overeenkomstig artikel 8, mogen de operationele programma's van de nieuwe producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties en die van de oorspronkelijke producentenorganisaties of unies van producentenorganisaties parallel worden uitgevoerd totdat zij zijn voltooid, op verzoek van de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties en na goedkeuring door de Administratie.

**Art. 15.** § 1. Met de operationele programma's worden ten minste de in artikel 50, § 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 genoemde doelstellingen nagestreefd.

Overeenkomstig artikel 50, lid 4, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 bevatten de operationele programma's een beschrijving van de interventies die voor elke door de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties nagestreefde doelstelling zijn geselecteerd, met inbegrip van:

- 1° investeringen in materiële en immateriële activa, onderzoek en experimentele en innovatieve productiemethoden, alsmede andere acties als bedoeld in artikel 47, lid 1, onder a), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021
- 2° diensten voor advies en technische bijstand, met name inzake duurzame technieken voor de bestrijding van ziekten en plagen, duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, aanpassing aan en beperking van de klimaatverandering, arbeidsvoorwaarden, verplichtingen van de werkgevers en gezondheid en veiligheid op het werk;
- 3° opleiding, met inbegrip van begeleiding en uitwisseling van beste praktijken, met name inzake duurzame plaag- en ziektebestrijdingstechnieken, duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen, aanpassing aan en beperking van de klimaatverandering, evenals het gebruik van georganiseerde handelsplatformen en de handel in grondstoffen op de spot- en termijnmarkten;

- 4° biologische of geïntegreerde productie;
- acties om de duurzaamheid en de efficiëntie van het vervoer en de opslag te verbeteren;
- 6° afzetbevordering, communicatie en afzet, waaronder acties en activiteiten die in het bijzonder zijn gericht op het vergroten van het consumentenbewustzijn ten aanzien van de kwaliteitsregelingen van de Unie en het belang van gezonde eetgewoonten, en op de diversificatie en consolidatie van afzetmarkten;
- 7° uitvoering van op nationaal niveau en op het niveau van de Unie ingestelde kwaliteitsregelingen;
- 8° uitvoering van traceerbaarheids- en certificeringssystemen, met name kwaliteitsmonitoring van de aan de eindverbruikers verkochte producten;
- 9° acties voor aanpassing aan en matiging van klimaatverandering;
- 10° het opzetten, vullen en aanvullen van onderlinge fondsen door producentenorganisaties en unies van producentenorganisaties die zijn erkend op grond van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 of op grond van artikel 67 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021, in crisissituaties;
- 11° communicatieacties gericht op bewustmaking en het informeren van consumenten in crisissituaties.

De minister bepaalt welke acties voor elke interventie uit hoofde van lid 2 in aanmerking komen.

Voor de toepassing van het tweede lid, 10° en 11° bepaalt de Minister wat onder een crisissituatie wordt verstaan.

§ 2. Wanneer een producentenorganisatie lid is van een unie van producentenorganisaties, kunnen de programma's van de organisatie en de unie verschillende interventies bevatten. Elke aangesloten organisatie heeft haar eigen operationele programma en er kan geen sprake zijn van dubbele financiering.

De acties van het programma van de unie van producenten worden volledig gefinancierd uit de bijdragen van de aangesloten producentenorganisaties via hun actiefondsen.

De interventies en de overeenkomstige financiële bijdrage zijn opgenomen in de operationele programma's.

§ 3. De in lid 1 bedoelde interventies die verband houden met agromilieu- en klimaatdoelstellingen worden uitgevoerd in de gebouwen van de begunstigde of, in voorkomend geval, in de gebouwen van zijn producerende leden of dochterondernemingen.

De Administratie gaat voor interventies die verband houden met agromilieu- en klimaatdoelstellingen na of zij, overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021, ten minste één van de volgende doelstellingen nastreven:

- 1° het gebruik van productiemiddelen en de uitstoot van verontreinigende stoffen of afval van het productieproces verminderen;
- 2° het gebruik van fossiele energiebronnen vervangen door hernieuwbare energiebronnen;
- 3° het verminderen van de milieurisico's die verbonden zijn aan het gebruik van bepaalde productiemiddelen of de productie van bepaalde residuen, met name gewasbeschermingsmiddelen, meststoffen, mest of ander dierlijk afval;
- 4° worden gekoppeld aan niet-productieve investeringen die nodig zijn om agromilieu- en klimaatdoelstellingen te verwezenlijken, met name wanneer deze doelstellingen betrekking hebben op de bescherming van habitats en biodiversiteit;
- 5° effectieve en meetbare vermindering van broeikasgasemissies of duurzame koolstofvastlegging;
- 6° de veerkracht van de productie ten aanzien van de risico's van klimaatverandering vergroten;
- 7° de instandhouding, het duurzame gebruik en de ontwikkeling van genetische hulpbronnen bereiken;
- 8° tot gevolg hebben dat de toestand van het milieu wordt beschermd of verbeterd.

**Art. 16.** Voor elk ingevoerd operationeel programma is artikel 50, §§ 7 en 8, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 van toepassing.

#### *Afdeling 3. — Inhoud van het operationeel programma*

**Art. 17.** Het operationele programma bevat :

- 1° de overeenkomstig artikel 15 geselecteerde interventies;
- 2° de erkenning van de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties;
- 3° het geraamde bedrag overeenkomstig artikel 26 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017.

Het operationele programma voorziet ook in een herzieningsclausule voor concrete acties in het kader van de agromilieu- en klimaatdoelstellingen.

**Art. 18.** Het operationele programma kan op verzoek van de producentenorganisatie of de unie van producentenorganisaties voor het lopende jaar worden gewijzigd, mits de administratie daarvoor vóór 20 januari van het volgende jaar toestemming verleent.

De in lid 1 bedoelde toestemming is niet vereist wanneer de voorgenomen wijzigingen geen inhoudelijke, objectieve of financiële veranderingen van het operationele programma met zich brengen. De producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties moet de Administratie evenwel in kennis stellen en de nodige bewijsstukken overleggen.

#### *Afdeling 4. — Steun en berekeningsgrondslag*

**Art. 19.** § 1. De steun wordt verleend op basis van de door de begunstigde werkelijk gemaakte kosten, gestaafd met bewijsstukken en door hem verstrekt overeenkomstig artikel 21, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021.

De betaling van de in lid 1 bedoelde steun door de Administratie vindt plaats uiterlijk op 15 oktober van het jaar dat volgt op het jaar van uitvoering van het operationele programma.

De betalingsvoorwaarden van de steun worden vastgesteld door de Minister.

§ 2. Administratieve en personeelskosten zijn subsidiabel wanneer zij voldoen aan artikel 23 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021. De begunstigde moet alle noodzakelijke documenten, bedoeld in artikel 23 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021, overleggen. De minister stelt de administratieve en personeelskosten in verband met de uitvoering van een actie door het vaste personeel van de begunstigde vast.

Voor de interventies bedoeld in artikel 15, § 1, tweede alinea, 6° en 11°, mogen de betaalde uitgaven niet meer bedragen dan 50% van de totale kosten van de interventie overeenkomstig artikel 23 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021.

§ 3. De in artikel 15, § 1, tweede lid, bedoelde interventie kan in één keer worden gefinancierd, met inbegrip van leasing, overeenkomstig artikel 11, § 2, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021. De begunstigde verstrekt de nodige documenten binnen een redelijke termijn en vóór de geplande controles om voor de steun in aanmerking te komen.

**Art. 20.** De soorten uitgaven waarop dit besluit betrekking heeft, zijn die bedoeld in artikel 22 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021.

**Art. 21.** De producten waarvoor de in artikel 15, § 1, tweede lid, bedoelde interventies gelden, zijn de producten bedoeld in artikel 24 van Verordening (EU) nr. 2022/126. Het gaat om producten waarvoor de producentenorganisatie of de unie van producentenorganisaties is erkend in de zin van dit besluit.

**Art. 22.** De waarde van de afgezette productie wordt berekend overeenkomstig artikel 31 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021. Voor producentenorganisaties of unies van producentenorganisaties die in de drie jaar voorafgaand aan de indiening van het operationele programma zijn erkend, kan de waarde worden berekend overeenkomstig artikel 30 van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021.

De waarde van de bijproducten kan door de begunstigde worden opgenomen in de waarde van de afgezette productie.

Wanneer de waarde van de afgezette productie in een jaar met ten minste 35% daalt ten opzichte van het gemiddelde van de voorgaande drie referentieperiodes, zijn de bepalingen van artikel 32, lid 3, van Verordening (EU) nr. 2022/126 van 7 december 2021 van toepassing.

**Art. 23.** De waarde van de afzetbare productie wordt op dezelfde basis berekend als de waarde van de afgezette productie. Indien er onvoldoende gegevens zijn om de waarde van de afzetbare productie vast te stellen, wordt deze bepaald overeenkomstig artikel 8, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017.

#### *Afdeling 5. — Referentieperiode en maximum*

**Art. 24.** Overeenkomstig artikel 23, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017 gaat de referentieperiode in op 1 januari van het jaar dat drie jaar voorafgaat aan het jaar waarvoor de steun wordt aangevraagd, en eindigt zij op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de steun wordt aangevraagd.

**Art. 25.** Het maximum wordt jaarlijks berekend op basis van de werkelijke waarde van de in artikel 22 bedoelde afgezette productie gedurende de betrokken referentieperiode van de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties.

**Art. 26.** Het operationele programma wordt uiterlijk op 15 september bij de Administratie ingediend.

#### *Afdeling 6. — Beslissing*

**Art. 27.** De Administratie stelt de producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties uiterlijk op 15 december van het jaar van indiening van de operationele programma's in kennis van het besluit tot goedkeuring van haar operationele programma en de toekenning van de steun, behalve in geval van naar behoren gemotiveerde redenen overeenkomstig artikel 33, § 2, derde lid, van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017.

**Art. 28.** De producentenorganisatie of unie van producentenorganisaties verstrekt alle door de administratie gevraagde documenten.

#### *HOOFDSTUK 4. — Marketing buiten de organisatie en uitbesteding*

**Art. 29.** Wanneer de organisatie dit in haar statuten toestaat, mag het lid de productie buiten de organisatie afzetten overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017, zonder dat het totale volume of de totale waarde van de afgezette productie van elk producerend lid 25% mag overschrijden.

**Art. 30.** Uitbesteding is toegestaan overeenkomstig artikel 13 van Verordening (EU) nr. 2017/891 van 13 maart 2017.

#### *HOOFDSTUK 5. — Uitbreiding van de voorschriften en verplichte bijdragen*

##### *Afdeling 1. — Uitbreiding van de voorschriften*

**Art. 31.** Als een erkende organisatie wordt beschouwd als representatief voor de productie, de verhandeling of de verwerking van een product waarvoor ze wordt erkend, kan de Minister op verzoek van die organisatie bepaalde overeenkomsten, besluiten of onderling afgestemde feitelijke gedragingen van die organisatie voor een door de Regering beperkte periode verbindend verklaren voor andere marktdeelnemers of groeperingen van marktdeelnemers die op het grondgebied van het Waalse Gewest werkzaam zijn en die niet bij deze organisatie of unie zijn aangesloten, overeenkomstig artikel 164, § 1, van de Verordening (EU) n° 1308/2013 van 17 december 2013.

De organisatie wordt als representatief beschouwd wanneer zij voldoet aan de voorwaarden van artikel 164, § 3, a), i), en b), van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013. De minister is bevoegd om overeenkomstig artikel 164, § 3, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 andere representativiteitscriteria vast te stellen in het geval van brancheorganisaties van producenten.

De voorschriften die de organisatie wil uitbreiden, moeten een van de in artikel 164, lid 4, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 genoemde doelen hebben.



**Art. 32.** De Minister beslist over de uitbreiding van de voorschriften binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag door de Administratie.

Wanneer de beslissing gunstig is, wordt zij bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* om ter kennis te worden gebracht van de andere marktdeelnemers overeenkomstig artikel 164, § 5, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013. De beslissing bevat de volgende informatie:

- 1° de betrokken sector ;
- 2° de draagwijdte van de uitbreiding ;
- 3° de toepassingsperiode ;
- 4° de lijst van bindend verklaarde voorschriften ;
- 5° de sancties als de voorschriften niet nageleefd worden.

De Minister is bevoegd om de procedure van de door de organisaties in te dienen aanvraag tot uitbreiding van de voorschriften alsook de bij die aanvraag te voegen documenten aan te vullen.

#### *Afdeling 2. — Financiële bijdragen van niet-leden*

**Art. 33.** Overeenkomstig artikel 165, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 kan de minister besluiten dat marktdeelnemers die geen lid zijn van de organisatie, de door de leden betaalde financiële bijdragen geheel of gedeeltelijk aan de organisatie verschuldigd zijn wanneer:

- 1° de regels van organisatie zijn uitgebreid onder afdeling 1;
- 2° de activiteiten waarop de voorschriften van toepassing zijn, van algemeen economisch belang zijn voor marktdeelnemers wier activiteiten met de betrokken producten verband houden.

Het bedrag van de financiële bijdrage mag niet hoger zijn dan het bedrag van de kosten die de organisatie daadwerkelijk heeft gemaakt bij de uitvoering van haar activiteiten waarop de uitbreiding van de voorschriften betrekking heeft.

De minister beslist over de financiële bijdrage in een met redenen omkleed arrest dat in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK 6. — Algemene bepalingen

**Art. 34.** § 2. De in dit besluit bedoelde bedragen worden begrepen excl. btw of andere vormen van belastingen, tenzij deze niet kan worden teruggevorderd.

**Art. 35.** De steun wordt aan de begunstigde gestort binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten. Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister besluiten dat de steunaanvragen niet meer in aanmerking komen vanaf de datum van zijn beslissing.

**Art. 36.** De aanvrager die steun wenst te genieten voor acties waarvoor steun in het kader van dit besluit wordt verleend, verbindt zich ertoe geen andere steun bij het Waalse Gewest aan te vragen, in de vorm van een rentetoeelage, subsidie of premie van welke aard ook, en te erkennen dat hij geen andere steun heeft aangevraagd of zal aanvragen.

#### HOOFDSTUK 7. — *Bevoegde diensten*

**Art. 37.** De Minister wijst, onverminderd artikel D.34, lid 2, van het Waalse landbouwwetboek, de bevoegde diensten van de Administratie aan die belast zijn met :

- 1° de inontvangstneming en het onderzoek van de erkenningsaanvragen;
- 2° de ontvangst van wijzigingen in de samenstelling en de statuten van de organisatie;
- 3° de inontvangstneming van de mededelingen van de organisaties;
- 4° de communicatie en de contacten met de Europese Commissie ;
- 5° de controle
- 6° de toepassing van opschortingen of intrekkingen van erkenning en de toepassing van sancties.

#### HOOFDSTUK 8. — *Slotbepalingen*

**Art. 38.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector groenten en fruit overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad van 28 oktober 1996 wordt opgeheven.

**Art. 39.** De organisaties die voor de inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn en die voldoen aan de voorwaarden van dit besluit, gelden als erkend in de zin van de artikelen 154, § 2, en 158, § 2, van de verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013.

**Art. 40.** De Minister bevoegd voor landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS